97-84020-3

France-America Society

Lunch given in honor of Monsieur Octave Homberg...

[New York]

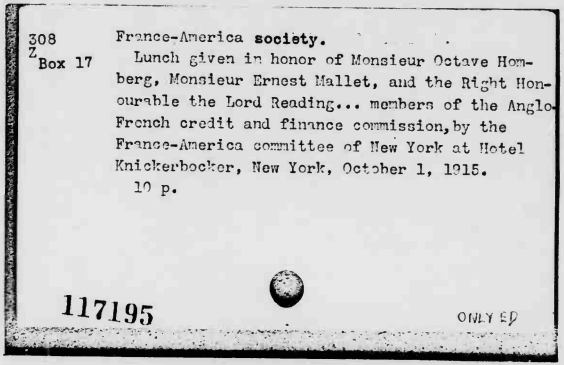
[1915?]

97-84020-3
MASTER NEGATIVE #

COLUMBIA UNIVERSITY LIBRARIES
PRESERVATION DIVISION

BIBLIOGRAPHIC MICROFORM TARGET

ORIGINAL MATERIAL AS FILMED - EXISTING BIBLIOGRAPHIC RECORD



308
Z
Box 17

France-America society.
Lunch given in honor of Monsieur Octave Homberg, Monsieur Ernest Mallet, and the Right Honourable the Lord Reading... members of the Anglo-French credit and finance commission, by the France-America committee of New York at Hotel Knickerbocker, New York, October 1, 1915.
10 p.

117195

ONLY ED

RESTRICTIONS ON USE: *Reproductions may not be made without permission from Columbia University Libraries.*

TECHNICAL MICROFORM DATA

FILM SIZE: 35mm REDUCTION RATIO: 12:1 IMAGE PLACEMENT: IA (IIA) IB IIB

DATE FILMED: 2-10-97 INITIALS: MB

TRACKING # : 20260

FILMED BY PRESERVATION RESOURCES, BETHLEHEM, PA.

Prof. E. R. Seligman

NOV 3 '15

308
Z
P61 17

LUNCH

GIVEN IN HONOR OF

MONSIEUR OCTAVE HOMBERG,
MONSIEUR ERNEST MALLET,

and

THE RIGHT HONOURABLE THE LORD READING, G. C. B.,
LORD CHIEF JUSTICE OF ENGLAND,
SIR EDWARD H. HOLDEN, BART.,
SIR HENRY BABINGTON SMITH, K. C. B.,
BASIL P. BLACKETT, ESQUIRE, C. B.,

MEMBERS OF THE ANGLO-FRENCH CREDIT AND FINANCE COMMISSION,

BY

THE FRANCE-AMERICA COMMITTEE OF NEW YORK,

AT

HOTEL KNICKERBOCKER,
NEW YORK,
OCTOBER 1, 1915.

23 Nov 915

LUNCH

GIVEN IN HONOR OF

MONSIEUR OCTAVE HOMBERG, MONSIEUR ERNEST MALLET, AND THE RIGHT HONOURABLE THE LORD READING, G. C. B., LORD CHIEF JUSTICE OF ENGLAND, SIR EDWARD H. HOLDEN, BART., SIR HENRY BABINGTON SMITH, K. C. B., AND BASIL P. BLACKETT, ESQUIRE, C. B., MEMBERS OF THE ANGLO-FRENCH CREDIT AND FINANCE COMMISSION,

BY

THE FRANCE-AMERICA COMMITTEE OF NEW YORK,

OCTOBER 1, 1915.

In the absence of the President of the Committee, Mr. Hepburn, the Vice-President, Mr. Guthrie, presided, and at the end of the lunch made the following remarks:

GENTLEMEN:

I ask you to rise and lift your glasses high to the joint toast of His Excellency the President of the United States, His Excellency the President of the Republic of France and His Majesty the King of England.

I ask you again to rise and lift your glasses high to the joint toast of the other Allies: to His Majesty the King of the Belgians, whose valiant and heroic people have suffered so frightfully and have again shown, as Cæsar taught us, that *"Horum omnium fortissimi sunt Belgae;"* to His Imperial Majesty the Czar of all the Russias, whose brave soldiers have stood so much of the brunt of the battle and paid such an awful toll, and to His Majesty the King of Italy and his courageous army and navy, whose help may yet prove decisive.

As the permanent object of the France-America Committee, which was organized long before the present war, is to perpetuate the traditions and bonds of friendship which bind the governments and peoples of France and America together, our guests will readily appreciate why France should seem, at the moment, to be foremost in our thoughts.

Monsieur Homberg, Monsieur Mallet:

Le Comité France-Amérique de New York éprouve un très vif plaisir à saluer en vous les délégués de la République Française. Le Comité tient à vous témoigner l'amitié des Américains pour la France, notre admiration de l'héroïsme que le peuple français de toutes classes a montré pendant l'année affreuse qui vient de s'écouler, nos ardentes sympathies pour vos souffrances, et nos souhaits pour votre avenir.

Notre hospitalité est malheureusement imprégnée d'une tristesse poignante, car un souci de tous les instants ne nous permet pas d'oublier la guerre brutale et féroce qui a dévasté une grande partie de la France et presque toute la Belgique, et qui menace non seulement les libertés des peuples français et belge, mais la civilisation de toute l'Europe. Il est vrai que notre gouvernement national, pour des raisons d'état, se trouve forcé de maintenir une neutralité légale, tâche si difficile et si complexe, mais le peuple américain ne saurait être indifférent aux malheurs et aux détresses des Français. Un grand Américain a bien dit que c'est en apprenant l'histoire de son pays que l'enfant américain apprend à aimer la France. Nous ne pourrions jamais oublier l'aide généreuse, la sympathie, le dévouement, et le

désintéressement que le peuple français nous a témoignés au début de notre histoire. Le souvenir, Messieurs, en est ineffaçable. Innombrables sont mes compatriotes qui prient de tout coeur qu'une nouvelle Bataille de Poitiers contre les Sarrasins délivre bientôt la belle et sainte terre de France de ses envahisseurs.

Le service que la France a rendu aux Etats-Unis est souvent méconnu et quelquefois oublié. L'heure est venue de réfuter et les dénigrements et les préjugés. Le Comité France-Amérique voudrait saisir cette occasion pour rappeler hautement ce que nous devons à la France et exprimer la reconnaissance profonde que le peuple américain ressent envers le peuple français.

La plupart des historiens, cherchant leurs matériaux dans les archives des gouvernements et dans les notes des rois et de leurs ministres, ne voient trop souvent qu'un calcul ou un motif intéressé dans l'aide que la France nous a apportée et dans l'amitié qu'elle nous a témoignée pendant notre Guerre d'Indépendance. Mais ceux qui cherchent consciencieusement à pénétrer jusqu'à l'âme du peuple français pendant les années de 1776 à 1781, comme l'avait fait l'historien Américain, James Breck Perkins, feu le président du Comité des Affaires Etrangères de notre Congrès National, attestent que cette aide, qui fut si efficace et qui seule a rendu notre succès possible, était désinteressée et n'était inspirée que par sympathie pour un peuple faible et par amour pour la liberté et la justice politique. La Fayette, l'ami intime et dévoué de Washington et de Franklin, était véritablement l'incarnation du sentiment d'enthousiasme exalté et de sympathie ardente que les Français ressentaient alors dans toutes les classes pour un peuple

qui voulait être libre. Sans doute Louis XVI et Vergennes y voyaient des avantages incidentels et des raisons d'état, mais c'était bien le peuple impatient et l'enthousiasme et le sentiment public de la nation entière qui ont finalement forcé le gouvernement du Roi à nous envoyer une armée disciplinée sous Rochambeau et une flotte de guerre sous d'Estaing et de Grasse. L'importance incalculable du service rendu par les Français peut être estimée en nous rappelant que les deux tiers et les mieux équipées des troupes alliées à Yorktown étaient français et que ce fut à Rochambeau que le commandant anglais avait cru devoir rendre son épée.

En prenant part à notre Guerre d'Indépendance, le peuple français savait parfaitement que son aide lui coûterait un prix énorme et que les impôts déjà trop lourds devraient être encore augmentés. L'historien Perkins déclare que le montant des dépenses de la France pour libérer l'Amérique s'est élevé à sept cent soixante douze millions de dollars, c'est à dire, à plus de trois milliards huit cent millions de francs. En ce temps-là, l'argent valait probablement deux fois ce qu'il vaut aujourd'hui. De cette énorme dépense, qui a ruiné le trésor royal, pas un sou n'a été remboursé à la France. Elle ne l'a jamais réclamé, et elle en refuserait fièrement aujourd'hui le remboursement en nous rappelant qu'elle avait stipulé dans le traité d'alliance avec les Etats-Unis d'Amérique du 6 Février, 1778, qu'elle ne recevrait aucune indemnité pour sa coopération et ses sacrifices, et que même si le Canada était conquis, la contrée serait annexée aux Etats-Unis et non pas retournée à la France. Ce traité, sans précédent en générosité dans

l'histoire du monde, était le premier de tous les traités que les Etats-Unis ont faits et le seul traité d'alliance dans notre histoire.

Ne serait-il pas souverainement juste, si le peuple américain, cent trente quatre ans après la bataille de Yorktown, reconnaissait ce service—je me refuse à l'appeler dette—en offrant au peuple français un crédit commercial du principal, c'est à dire, sept cent soixante douze millions de dollars, remboursable quand la France le pourrait? Ce ne serait que l'équivalent d'une contribution de sept dollars et demi par chaque citoyen des Etats-Unis, bien moins que l'impôt qui a été payé volontairement et de bon coeur par le peuple français du dix-huitième siècle pour nous aider. Quelle noblesse, quelle gloire, quelle splendeur de coeur, d'âme et d'esprit si les grands banquiers américains avaient pu proclamer au monde qu'ils avaient eux-mêmes fixé le chiffre de sept cent soixante douze millions en reconnaissance du passé! Nous serions vraiment fiers de notre génération si elle pouvait écrire une page aussi sublime, aussi impérissable dans l'histoire du monde. Alors, Messieurs, nul doute ne subsisterait quant au succès éclatant de votre mission, surtout si une parole éloquente pouvait toucher le coeur des Américains et leur rappeler combien ils doivent à la France, à cette république soeur, et combien la question aujourd'hui n'est pas seulement une affaire commerciale pour leur propre profit avec leurs meilleurs clients, mais aussi une question de gratitude pour un ami loyal et dévoué et de sympathie effective pour un grand et noble peuple qui souffre.

Au nom de cette reconnaissance et de cette sympathie américaines que j'ai essayé d'exprimer en interprétant,

j'en suis convaincu, la pensée de tous les Américains réunis ici, je lève mon verre en l'honneur de la République Française, de la France blessée mais si vivante, si valiante, et de ses représentants distingués qui nous honorent de leur présence, M. Octave Homberg et M. Ernest Mallet. Messieurs, j'ai l'honneur de vous présenter M. Homberg.

M. Homberg replied in French most graciously and eloquently, and Mr. Guthrie then continued:

My Lord Chief Justice of England and Gentlemen of the British Commission:

After the eloquent tributes of last night at the Pilgrims, I find it extremely difficult to express and convey to you the full import and sincerity of our welcome.

Every tie that can bind one people to another binds the American people to the English. Most of us are of the Anglo-Saxon race and have the same blood coursing through our veins. To the great majority of Americans, England has ever been the mother country. We speak the same language, read the same literature, strive for the same ideals, are governed by the same principles of politics and jurisprudence, and entertain the same fundamental conceptions of right and wrong and justice as between men and between nations. The greater part of England's history is our history; her Magna Carta is our Magna Carta, and the immortal deeds of valor of the English, Scotch, Irish and Welsh are our heritage and the source of our inspiration. Our hearts, therefore, cannot but beat faster day after day as we read of the splendid heroism and noble self-sacrifice of that great race.

To our minds the noblest and the most truly glorious page in the history of England was written by Sir Edward Grey when, on behalf of your Government, my Lord, he refused to break the plighted faith of England to avoid involving her in the greatest and most disastrous war in the history of the world, a war for which England was not prepared, for which Sir Edward and his colleagues knew she was not prepared, and which threatened and might involve the ruin of the British Empire. There is a nobility and sublimity, inexpressible by mere words, in the act of sending that small but now immortal British army to Belgium in August of last year, to face tenfold its number, to die for strangers—for a mere "scrap of paper," as it was cynically and immorally called—solely that the honor of England might be kept inviolate. England has never been grander or nobler than on that day. The glory she then gained cannot fade. Gentlemen, the Anglo-Saxon race never rose to higher renown than when the British statesmen of today showed on such a grand scale that the spirit of the Light Brigade at Balaclava still lives:

"Their's not to reason why,
Their's but to do and die."

And we Americans were then prouder than ever before to belong to the Anglo-Saxon race.

You Englishmen may prevail in this war, or you may fail. We hope and pray that you will prevail. But whatever may happen, whatever may be decreed by Providence, your magnificent and unselfish heroism in springing to the defense of Belgium has added to England's renown and to our race a glory which is priceless and in-

finitely beyond the whole cost of the war, a glory worth dying for, a glory that will thrill and uplift generations of men for all time, a glory that will ever inspire acts of patriotic service and valorous self-sacrifice, of chivalry and honor.

Although, gentlemen of the British Commission, the deep sympathy of the great majority of Americans is intensely with the Allies in the present war, we want you to return to England appreciating why we must loyally support the neutrality which the President of the United States has proclaimed. The policy of this country in regard to European wars was fixed in 1793. The most important and enduring service that President Washington rendered to the United States was when he stood firm as a rock against the abuse and clamor of that day in upholding and enforcing neutrality in favor of England as against the demands of her then enemies. We have consistently adhered to that principle for more than one hundred and twenty years. It has been our fixed and constant policy, not a football of politics, or of newspaper propaganda, or of temporary emotion or expediency, but the sober judgment and conscience of the Nation. The essence of this policy is that it is the duty of our government not only to the present but to future generations to avoid being drawn into European wars unless our honor or our vital interests become involved. During more than a century we have invited the inhabitants of every nation of Europe to come here and become a part of our country, and we have impliedly assured them of our adherence to this traditional policy of neutrality. If, now, we also should draw the sword, out of heartfelt sympathy and friendship for the Allies, or in indignation at the

outrage of the violation of Belgium, we might be hereafter constantly involved in European conflicts in which we would have no other than a humanitarian interest, and as a result find the devoted friends and relatives of today the inflamed and bitter enemies of tomorrow.

My Lord and Gentlemen of the British Commission, we want you to return to England realizing how difficult and complex is the task of our President. Under our system of government, he alone can speak for the Nation and commit us in our foreign relations, upon him alone is imposed the awful burden of responsibility and duty, and patriotism commands us as Americans loyally to support him, whatever may be our individual opinions or sentiments as to particular measures or omissions. We want you to return profoundly convinced that in standing by our policy of neutrality, we are not indifferent, or callous, or pusillanimous, or mercenary; but that our President is striving on our behalf to do what is right as God gives him to see the right, not only by the Americans now living but by those future generations for whom we are the trustees. Above all, we want you to return to England firmly believing that we unqualifiedly approve and extol the noble and heroic action of England in drawing her sword in defense of Belgium, and that our heartfelt sympathy and good wishes are with you and your heroic sailors and soldiers at the front.

Gentlemen, I ask you to rise and lift your glasses high and drain them in honor of the distinguished representatives of England. I have the pleasure of presenting to you The Right Honourable Lord Reading, the Lord Chief Justice of England.

After a stirring response by Lord Reading, Mr. Guthrie in conclusion said:

On behalf of the France-America Committee of New York, I tender our thanks to the distinguished guests from France and England who have so graciously accepted our hospitality and granted us this opportunity to meet them and enjoy their company. I likewise thank the distinguished American guests too numerous to mention by name, though including the Chief Judge of our Court of Appeals, Judge Bartlett, our ex-Ambassadors to France, General Porter and Mr. Bacon, and Admiral Peary, who have come here to join and participate with us in this welcome.

Finally, I direct that a minute be entered on our records voicing the regret of all that the President of the Committee, Mr. Hepburn, should have been prevented by duties elsewhere from being with us and presiding today.

MSH 20260

END OF
TITLE